

Cote du document: EB 2012/LOT/P.2
Date: 6 août 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République des Maldives pour le

Projet de développement de la mariculture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ya Tian

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2062
courriel: y.tian@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	2
A. Approche	2
B. Cadre organisationnel	2
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	4
IV. Coût, financement et avantages du projet	4
A. Coût du projet	4
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	4
E. Identification et atténuation des risques	5
V. Considérations d'ordre institutionnel	5
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	6
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	6
D. Participation à l'élaboration des politiques	6
VI. Instruments juridiques et autorité	6
VII. Recommandation	7
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	8
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	1

Sigles et acronymes

PME	Petite et moyenne entreprise
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

Republic of Maldives

Mariculture Enterprise Development Project (Nationwide)

President's report



05-06-2012



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République des Maldives

Projet de développement de la mariculture

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République des Maldives
Organisme d'exécution:	Ministère de la pêche et de l'agriculture
Coût total du projet:	7,13 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	1,65 million de DTS (équivalant approximativement à 2,48 millions d'USD)
Cofinanceur:	Secteur privé
Montant du cofinancement:	2,76 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Investissement direct
Contribution du pays bénéficiaire du don:	1,12 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,77 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République des Maldives pour le Projet de développement de la mariculture, telle qu'elle figure au paragraphe 24.

Proposition de don à la République des Maldives pour le Projet de développement de la mariculture

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Les Maldives sont un petit État insulaire dont l'économie dépend principalement du tourisme et de la pêche. Le taux de chômage national est égal à 12%, mais il s'élève à 22% chez les jeunes et atteint même 30,5% chez les jeunes femmes. Au plan géographique, le pays se compose d'un chapelet d'îles éloignées les unes des autres. Par conséquent, la mise en œuvre des politiques socioéconomiques est coûteuse, complexe et peu performante et elle ne donne que de maigres résultats. Pour résoudre ce problème, le pays a adopté une forme d'administration décentralisée, en vertu de laquelle des conseils élus dans les îles et les atolls disposent de pouvoirs légaux. La pêche fait partie des principales sources de devises étrangères et elle est aussi la principale source de protéines animales pour la population. Près de la moitié des captures sont consommées localement. La pauvreté est liée, en grande partie, au développement inégal des différentes îles. Le taux de pauvreté national a reculé, passant de 19% en 2003 à 7% en 2010, mais les écarts de revenus entre les communautés urbaines et les communautés rurales se sont creusés au fil des ans. L'accès à l'éducation, aux services de santé et à l'emploi de même que les niveaux des salaires sont relativement comparables pour les hommes et les femmes. Les communautés insulaires sont des groupes cibles typiques du FIDA qui se caractérisent par un niveau élevé de pauvreté et de vulnérabilité économique.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement

2. Traditionnellement, le produit intérieur brut (PIB) des Maldives est assuré en grande partie par la pêche. Mais le nombre limité des espèces exportées fragilise la performance de ce secteur, déjà fortement cyclique et imprévisible. Ces dernières années, la contribution de la pêche au PIB a décliné, compte tenu de la moindre quantité de captures, de la hausse du prix du carburant et de la pêche illicite que des navires étrangers pratiquent dans la zone. La diminution des captures est l'une des causes de la recrudescence de la pauvreté qui touche les ménages ruraux. Des investissements dans la mariculture pourraient relancer ce secteur, qui est un élément essentiel des moyens d'existence traditionnels du pays. Il est aussi admis que l'appui à la mariculture représente un moyen particulièrement efficace de favoriser le développement des petites et moyennes entreprises (PME) dans un pays où les ressources en terres sont limitées. La contribution apportée par le FIDA au secteur de la mariculture, dans le cadre du projet, est cohérente avec le Plan d'action stratégique 2009-2013 du gouvernement, qui met l'accent sur la promotion du développement durable de la pêche et de l'aquaculture. Le projet vise principalement à donner aux populations rurales pauvres les moyens de renforcer leurs liens avec le marché et il est donc étroitement aligné sur les objectifs stratégiques du programme de pays du FIDA.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

3. Le projet couvrira tout le pays, à l'exclusion de l'île de Malé, où le taux d'emploi est satisfaisant. Les îles de la zone du projet doivent satisfaire à divers critères, à savoir la présence de lagons propices à la mariculture, la limitation des perspectives d'emploi pour la population locale, le souhait des communautés locales de participer aux activités de mariculture, le soutien des conseils insulaires et la volonté du secteur privé d'investir dans ces îles. Le groupe cible se compose des catégories suivantes: i) les jeunes, femmes et hommes, intéressés par la mariculture; ii) les petits entrepreneurs de la filière de la mariculture; et iii) les entreprises du secteur privé désireuses d'investir dans la mariculture. Le projet devrait profiter directement à quelque 3 000 ménages, soit environ 18 000 personnes.

B. Objectif de développement du projet

4. La finalité du projet est de créer de nouveaux moyens d'existence et de réduire la vulnérabilité. L'objectif, en matière de développement, est d'améliorer les revenus et l'emploi grâce aux activités de mariculture, notamment pour les jeunes et les femmes.

C. Composantes/résultats

5. Le projet comprend deux composantes: i) le renforcement institutionnel; et ii) le développement de la filière de la mariculture. L'objectif de la composante de renforcement institutionnel est d'améliorer l'aptitude du Ministère de la pêche et de l'agriculture (le Ministère de la pêche) à réglementer et gérer les activités de mariculture. L'objectif de la composante de développement de la filière de la mariculture est de créer des emplois pour les ménages pauvres et, à cet effet, d'encourager la participation du secteur privé à la filière de la mariculture.

III. Exécution du projet

A. Approche

6. Le projet adoptera une approche axée sur la filière, c'est-à-dire qu'il appuiera les activités de mariculture tout au long de la filière pour garantir le développement durable du secteur. Il repérera les "chaînon manquants" qui freinent actuellement ce développement et lancera des mesures pour combler les lacunes. Plus spécifiquement, il renforcera la participation des communautés insulaires rurales, à la base de la filière, et celle du secteur privé ainsi que des PME, tout au long de la filière.

B. Cadre organisationnel

7. C'est au Ministère des finances et du Trésor public qu'il incombe de contrôler les programmes financés par des donateurs. Ce ministère sera chargé de veiller à ce que les fonds soient acheminés en temps utile au Ministère de la pêche, qui est l'agent principal du projet. La Banque des Maldives ou d'autres établissements financiers administreront un fonds d'avances de trésorerie, établi dans le cadre du projet. Le Ministère du développement économique aura pour mission d'encourager les PME à participer au développement de la mariculture. Les collectivités locales et les conseils d'atoll appuieront et faciliteront l'exécution du projet. Le secteur privé pilotera la création d'écloseries, la conduite d'activités de grossissement dans des exploitations de mariculture, la fourniture des aliments d'élevage et celle d'autres intrants ainsi que le transport, la commercialisation et la vente des produits de la mariculture. En tant que consommateurs de produits de la mariculture, les propriétaires de complexes touristiques encourageront le développement de la mariculture dans les îles voisines. En outre, ils apporteront un appui au secteur par le biais des avances versées aux fournisseurs, de dons et de visites touristiques dans les îles, qui généreront des revenus supplémentaires. Le gouvernement créera un comité directeur du projet qui sera présidé par le Ministère de la pêche. Le

comité se composera aussi de représentants du Ministère du développement économique, du Ministère des finances et du Trésor public, et des collectivités locales. Des représentants du secteur privé assisteront aux réunions en qualité d'observateurs. Une unité d'exécution du projet sera créée au Ministère de la pêche.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

8. Le plan de travail et budget annuel (PTBA) représente le principal document de planification du projet. Le processus d'élaboration du PTBA commencera trois mois avant le début de chaque année du projet et sera conduit avec la participation de toutes les parties prenantes clés. Le système de suivi-évaluation (S&E) est un outil de gestion du projet qui occupe une place centrale et dont l'objectif principal est de fournir des données et des rétro-informations pour améliorer l'efficacité, l'efficience, la pérennité, la pertinence et l'impact des activités du projet. L'unité d'exécution du projet est globalement responsable du S&E. Outre le système de suivi ordinaire, une démarche participative sera adoptée pour solliciter les avis des principales parties prenantes, y compris les membres des conseils insulaires, les communautés locales et les entrepreneurs du secteur de la mariculture, concernant le projet. Le suivi annuel reposera sur des indicateurs, tant au niveau des effets que de l'impact. Étant donné que les activités de mariculture sont une nouveauté, le projet ouvre d'intéressantes perspectives en termes d'apprentissage et de gestion des savoirs. L'unité d'exécution du projet produira des fiches d'apprentissage et étudiera les contributions que les propriétaires de complexes touristiques intéressés sont susceptibles de fournir pour appuyer les initiatives de partage et de diffusion des savoirs lancées par le projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

9. Les pratiques du gouvernement en matière d'établissement et de présentation des comptes sont agréées par le FIDA.
10. Conformément au document de conception du projet, le gouvernement, en sa qualité de bénéficiaire, doit ouvrir un compte bancaire libellé en dollars des États-Unis auprès de l'autorité monétaire des Maldives (qui est la banque centrale) pour recevoir les ressources du don à l'avance. Dès que l'accord de financement entrera en vigueur et que les conditions préalables au retrait auront été remplies, et si le gouvernement en fait la demande, le Fonds effectuera un (ou plusieurs) retrait(s) jusqu'à concurrence du montant de l'allocation globale autorisée et déposera cette somme sur le compte qui aura été ouvert à cet effet. Le gouvernement soumettra des demandes de retrait pour reconstituer le compte spécial, de temps en temps, en fonction des dépenses. L'unité d'exécution du projet gèrera une série complète de comptes conformément aux procédures du FIDA et aux normes comptables internationales. Pour les passations des marchés, le projet se conformera aux directives nationales existantes en la matière et à leurs amendements, sous réserve qu'ils ne soient pas contraires aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets et au Manuel de passation des marchés du FIDA. Le projet adoptera les bonnes pratiques comptables standard ainsi que le système de contrôle et d'examen du gouvernement. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) élaboration de rapports périodiques sur l'avancement du projet; ii) programmation annuelle d'audits indépendants, conformément aux directives du FIDA en la matière; et iii) application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

E. Supervision

11. Le projet sera supervisé directement par le FIDA. Pendant les deux premières années, une mission de supervision devrait se rendre sur le terrain deux fois par an. Pendant les trois dernières années, il n'y aura plus qu'une mission par an.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

12. Le coût total du projet est estimé à 7,13 millions d'USD sur cinq ans. La composante de renforcement institutionnel mobilisera 0,89 million d'USD, soit 12,5% du coût total du projet et la composante de développement de la filière de la mariculture, 5,61 millions d'USD, soit 78,6%. Le coût de la gestion du projet s'élèvera à 0,63 million d'USD, soit 8,9% du total des coûts.

B. Financement du projet

13. Le projet sera financé par un don du FIDA, d'un montant de 1,65 million de DTS (environ 2,48 millions d'USD), une contribution du gouvernement de 1,12 million d'USD, des investissements du secteur privé de 2,76 millions d'USD et une contribution des PME et des bénéficiaires individuels, estimée à quelque 0,77 million d'USD.

C. Résumé des avantages et analyse économique

14. Le projet créera des emplois, directement ou indirectement, pour 3 000 ménages, soit 18 000 personnes, liés à la filière de la mariculture. En outre, la croissance du secteur de la mariculture générera d'autres emplois associés aux services auxiliaires, tels que la préparation des aliments d'élevage, la production de proies vivantes et d'algues, la fourniture d'intrants (tels que les filets et les cages), le transport, la transformation et la commercialisation. Le projet permettra une utilisation plus efficiente des ressources des lagons et aidera les conseils insulaires à tirer des revenus additionnels de ces ressources, au bénéfice du développement local. Les avantages non quantifiables sont notamment l'autonomisation des communautés rurales, en particulier les femmes, grâce au lancement d'une série d'initiatives de renforcement des capacités. Le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 59%. L'analyse de sensibilité appliquée à la fluctuation de deux facteurs, avec 20% de réduction des bénéfices et 20% d'augmentation des investissements, montre que ce taux reste supérieur à 50% dans tous les cas testés. Seul le retard de deux ans du retour de bénéfices fait exception: le taux de rentabilité économique n'est alors égal qu'à 19%. Mais, globalement, le projet est robuste et il reste économiquement viable dans des conditions hostiles.

D. Durabilité

15. La pérennité du projet est ancrée, à plusieurs égards, dans sa conception. Premièrement, le projet appuiera le renforcement des capacités techniques et institutionnelles du Ministère de la pêche, afin que celui-ci puisse appuyer et réglementer le secteur de la mariculture dans le contexte global d'un cadre de politiques et de mesures réglementaires viable. Deuxièmement, le projet soutiendra les entreprises et les entrepreneurs locaux du secteur de la mariculture ayant un intérêt commercial à resserrer leurs liens avec les communautés locales qui lancent des activités de grossissement d'espèces halieutiques ou participent à divers services auxiliaires. Troisièmement, le projet renforcera la capacité du groupe cible à participer aux activités de mariculture et à créer des liens avec le marché. Quatrièmement, le projet contribuera à la préservation de l'environnement et à l'élevage d'espèces de poissons des récifs pour lutter contre l'épuisement des stocks sauvages menacés de disparition.

E. Identification et atténuation des risques

16. On trouvera ci-après une liste des principaux risques qui menacent le projet, ainsi que les mesures qui sont proposées pour les atténuer. i) Le secteur d'activité de la mariculture représente une nouveauté pour les Maldives, ce qui rend son développement risqué. Dans le souci de minimiser ce risque, la conception du projet prévoit un appui important, en termes d'assistance technique, pour surmonter les principaux obstacles. ii) L'importation et l'utilisation d'espèces marines exotiques peuvent favoriser l'introduction d'organismes pathogènes et/ou de parasites. Ce risque sera minimisé par l'instauration de contrôles réglementaires ou leur renforcement, la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion de la santé des animaux aquatiques et la création d'une installation de quarantaine. iii) La mariculture pratiquée dans des cages en eau libre peut entraîner un enrichissement local en éléments nutritifs qui est susceptible de favoriser la croissance des algues, la modification de la biodiversité et le dépôt de sédiments anoxiques. On minimisera ce risque en rendant l'obtention d'une autorisation environnementale obligatoire pour les activités de mariculture. Le projet ne conduira aucune activité dans les zones que l'Autorité de protection environnementale a classées comme des aires marines protégées. iv) Les communautés locales, plus habituées à pratiquer la pêche de capture que la mariculture, n'ont ni les capacités financières ni les capacités techniques nécessaires pour lancer elles-mêmes ce type d'activités. Le projet mettra en contact les communautés locales et le secteur privé pour les activités de grossissement d'espèces halieutiques, et il épaulera les communautés grâce à l'organisation de formations et de visites de découverte, à la création de liens avec le marché et à l'amélioration de l'accès aux services financiers.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

17. Le projet est aligné sur la Politique du FIDA en matière de ciblage et la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le groupe cible se compose de ménages pauvres, de chômeurs, femmes et hommes, et de petits entrepreneurs, qui seront sélectionnés à l'issue d'un processus de concertation avec les communautés. Le projet concourt également à la réalisation des objectifs énoncés dans le document intitulé "Stratégie du FIDA pour le secteur privé: développement et partenariat", dans la mesure où le secteur privé tient lieu de force motrice. Des efforts délibérés seront déployés pour créer des liens entre le groupe cible du projet et le secteur privé, tout au long de la filière de la mariculture. En accord avec la Politique du FIDA relative aux entreprises rurales, le projet apportera un appui aux PME en leur offrant des services financiers, en établissant des liens avec le secteur privé et les marchés, et en fournissant des services non financiers tels que la formation technique. La Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement du FIDA est particulièrement pertinente pour les Maldives, où tant les ressources que les moyens d'existence traditionnels sont menacés en raison de la limitation des ressources en terres et de la diminution de la production de la pêche de capture qui exploite les ressources naturelles. Face à ces problèmes, le projet permettra au secteur privé et aux communautés insulaires pauvres de diversifier leurs sources de revenus grâce au développement de la mariculture. Il contribuera à la conservation des stocks d'espèces sauvages en voie d'épuisement, car ces espèces seront produites en élevage au lieu d'être capturées. Dans sa Stratégie concernant le changement climatique, le FIDA reconnaît que le rythme et l'intensité du changement climatique sont tels que les populations et les sociétés rurales pauvres ont de plus en plus de mal à y faire face. Les Maldives sont particulièrement concernées par le changement climatique. Le projet contribuera à la diversification des moyens d'existence et favorisera ainsi l'adaptation à l'évolution. Conformément aux directives du FIDA concernant l'intégration de stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation

de ses effets dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, les activités du projet privilégient les espèces des bas niveaux trophiques, telles que les algues et les holothuries, dont l'élevage contribuera globalement à l'atténuation des effets du changement climatique. Grâce à l'évaluation des retombées environnementales observées à différents niveaux, le projet devrait influencer l'approche générale adoptée par les pouvoirs publics pour le développement de la mariculture, notamment avec l'adaptation d'une approche écosystémique de l'aquaculture. Conformément à la Politique du FIDA en matière de finance rurale, le projet comptera largement sur le secteur commercial pour assurer les services de finance rurale.

B. Alignement et harmonisation

18. Le projet est aligné sur la politique du gouvernement, qui vise le développement des secteurs de la mariculture et des PME. Il complétera certaines activités de projets existants qui sont financés par le FIDA et d'autres bailleurs de fonds, tels que la Banque asiatique de développement (BAsD). En particulier, les projets financés par le FIDA et la BAsD s'intéressent au même groupe cible de PME et ils adopteront une approche harmonisée de l'offre de services financiers.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

19. Les activités de mariculture sont une nouveauté aux Maldives, et de nombreux pans de la filière devront être développés à partir de zéro. Le projet est novateur, car il adopte une approche filière qui est axée sur le marché et est impulsée par le secteur privé. Étant donné que ce secteur est une nouveauté dans le pays, il est probable que les retombées du projet, en termes de transposition à plus grande échelle, seront d'autant plus importantes que ses activités auront été couronnées de succès.

D. Participation à l'élaboration des politiques

20. Le projet conduira avec le gouvernement une concertation sur les politiques fondée sur des données probantes, pour le développement de la mariculture et la réduction de la pauvreté. La concertation portera plus spécifiquement sur les aspects suivants: i) ouvrir de nouvelles perspectives pour le groupe cible du projet, qui se compose des communautés insulaires défavorisées et des catégories les plus désavantagées de la société; ii) accroître le rôle du secteur privé dans la diversification de l'économie afin de favoriser une croissance économique durable; et iii) reconnaître que les PME sont potentiellement capables d'améliorer la capacité de rebond et la diversification de l'économie et de contribuer à la création d'emplois, en particulier sur les atolls extérieurs.

VI. Instruments juridiques et autorité

21. Un accord de financement entre la République des Maldives et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
22. La République des Maldives est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
23. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

24. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Maldives un don d'un montant équivalant à un million six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (1 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Mariculture Enterprise Development Project"

(Negotiations concluded on 5 July)

Grant Number: DSF-_____

Project Title: Mariculture Enterprise Development Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Republic of Maldives (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS,

The Recipient has requested financing from the Fund for purposes of financing the Mariculture Enterprise Development Project described in Schedule 1 to this Financing Agreement;

NOW THEREFORE the Parties hereby agree as follows,

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is one million six hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 1 650 000).
2. The first day of the applicable Fiscal Year of the Recipient shall be 1st January.
3. There shall be a Designated Account in USD for the purpose of financing the Project. The Designated Account shall be opened and maintained in the Maldives Monetary Authority (MMA - the Central Bank of the Recipient). The Designated account shall be operated by the Ministry of Finance and Treasury (MOFT).
4. The Recipient, through MOFT, shall maintain a Project Account in local currency for the benefit of the Project.

5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately one million and one hundred twenty thousand United States dollars (USD 1 120 000) equivalent, as its contribution to the civil works of the quarantine facilities, operation and management costs of the quarantine facilities, the office furniture under the component 1, staff salaries for project management, cost of utilities and taxes and duties foregone on all the Project inputs.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Fisheries and Agriculture of the Recipient (the MOFA).
2. The Bank of Maldives (the BML), or another suitable financial institution acceptable to the Fund, will implement the Revolving Credit Fund under the Project.
3. The following are designated as additional Project Parties, among others: local communities, private sector, Bank of Maldives, Local Government Authority, Island Councils and Atoll Councils, and Ministry of Economic Development (MED).
4. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.
5. The Lead Project Agency and IFAD shall jointly carry out the Mid Term Review as provided for in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions.

Section D

The Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

The Subsidiary Loan Agreement (SLA) or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) The PIU has been established and the Project Director, Project Manager, and Accountant, appointed;
- (ii) The designated account shall have been duly opened and the authorized signatories should have been submitted to the Fund.

(b) The following is designated as additional specific condition precedent to withdrawal under Category IV of Schedule 2: The SLA has been concluded to the satisfaction of IFAD.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister of Finance and Treasury

Ministry of Finance and Treasury
Ameenee Magu
Male 20379
Maldives

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

REPUBLIC OF MALDIVES

[insert NAME of the Authorised Representative]
[insert his title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The target group will include (i) young women and men interested in mariculture (ii) small entrepreneurs along the mariculture value chain and (iii) private sector firms willing to invest in mariculture. Special effort will be made to encourage women's participation in mariculture activities. The project is expected to directly benefit approx. 3,000 households or 18,000 people through the direct and indirect employment created in the mariculture sector and its associated value chains.

2. *Project Area:* The Project is national in scope, with the exclusion of Malé. The selection of islands for the establishment of hatchery and nursery will essentially be made by the private sector with the approval of the Recipient. However, for grow-out mariculture production, the project area that will be selected will adhere to criteria that ensures inclusion of islands with limited opportunities for employment, technical suitability, interest of local communities and support from the Island Councils. In each case, the islands and species selected will be approved by MOFA, subject to environmental clearance of the Environmental Protection Agency (EPA) to ensure that they are not part of the protected areas in the country and do not pose a significant threat to the fragile eco-system and coral reefs.

3. *Goal:* The overall goal of the Project is to expand livelihood opportunities and reduce vulnerability. The development objective of the Project is to enhance incomes and employment especially for youth and women from mariculture activities.

4. *Outputs:* The key outcomes expected from the project include (i) enhanced capacity of the Ministry of Fisheries and Agriculture to regulate and manage the mariculture industry (ii) strengthened capacity of the private sector, micro, small and medium enterprises and individual entrepreneurs to invest and participate in the mariculture value chain and (iii) increased capacity of poor households especially women and youth to realise productive gains from the mariculture sector.

5. *Components:* Besides the project management, the Project shall consist of two components: (i) Institutional Strengthening and (ii) Mariculture Value Chain Development.

Component 1: Institutional Strengthening

The Institutional Strengthening Component will include three sub-components (i) regulatory framework (ii) a national quarantine facility and (iii) staff training for operating the quarantine facility

1.1 Regulatory framework and certification regime. As a key investment in national capacity building, the project will assist the Recipient in developing a National Mariculture Development Plan. The project will help develop the necessary laws, operating procedures and certification regime for importing fingerlings, juveniles, inter alia.

1.2 National quarantine facility. The Project will assist the Recipient to set up a national quarantine facility to ensure the health of imported aquatic species. The

facility will be owned and operated by the MOFA. The Recipient will provide space at the existing plant and animal quarantine facility.

1.3 Staff Training. The Project will help MOFA to strengthen its institutional capacity for the operation and maintenance of the quarantine facility. MOFA will take the responsibility of operating the facility.

Component 2: Mariculture Value Chain Development

The project will include a Mariculture Value Chain Development component with four sub-components (i) mariculture production (ii) technical assistance for establishing hatchery and nursery facilities (iii) community capacity building for grow-out mariculture production and (iv) a revolving credit fund for micro, small and medium entrepreneurs and individuals interested in various aspects of the mariculture value chain.

2.1 Mariculture Production. The private sector will take the lead in mariculture production. The availability of the quarantine facility will support their activities. The Recipient will facilitate the provision of lagoon area and/or land area to the selected parties on lease according to the laws of the Recipient.

2.2 Technical Assistance. The technical assistance will include assistance with establishment of hatchery and nursery, site selection, environmental and operational risk assessment, system installation, operation and maintenance, processing, marketing and quality assurance. The selection of private sector firms will be made on a competitive basis, and acceptable to IFAD.

2.3 Community Capacity Building for Mariculture. The participants in the local communities will include interested entrepreneurs, groups of households willing to work together, existing co-operatives and/or Women's Development Committees. To strengthen community capacity for mariculture production and marketing, the project will provide technical assistance, training and marketing linkages through Community Mariculture Advisors, Community Mariculture Facilitators, mainly females, and Business Development Services Centres established by MED.

2.4 Revolving Credit Fund (RCF) and Subsidiary loan agreement. The Recipient, through MOFT will enter into a subsidiary loan agreement with the Bank of Maldives or other financial institution acceptable to IFAD for establishing a Revolving Credit Fund (RCF).

II. Implementation Arrangements

A. Lead Project Agency.

The Ministry of Fisheries and Agriculture (MOFA) is the lead implementing agency and is responsible for managing the project.

B. Project Steering Committee (PSC).

The Recipient will establish during the entire life of the Project, a Project Steering Committee (PSC) for oversight of the Project. The Minister of Fisheries and Agriculture or a delegate appointed by the Minister will chair the Project Steering Committee.

B.1 Composition. It will include representatives from the Ministries in charge of Fisheries and Agriculture, Economic Development, Finance and Treasury, Local Government Authority, and a representative from the private sector.

B.2 Responsibilities. The PSC will undertake the following functions: (i) ensure that project activities are in compliance with this agreement; (ii) approve the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and the Procurement Plan; (iii) oversee project progress and performance and (iv) provide policy guidance.

C. Project Implementation Unit (PIU).

A Project Implementation Unit (PIU) will be established in the MOFA. The Permanent Secretary of MOFA, will be appointed as the Project Director.

C.1 Role of Project Director. The Project Director will provide overall guidance and facilitation for the implementation of the Project.

C.2 Project Manager. A Project Manager, acceptable to the Fund will be appointed to undertake the day to day operational management of the project.

C.3 Composition of PIU. Besides the Project Manager, the PIU will include staff members responsible for mariculture advisory, marketing and enterprise development, accounting, monitoring and evaluation, and support services.

C.4 Responsibilities. The PIU will be responsible for preparation of the Project Implementation Manual (PIM), coordination and liaison with all service providers, implementing partners, overall project management and monitoring, organizing start-up workshops, preparation of AWPBs, financial management, procurement, preparation for audits and monitoring and evaluation reports.

D. Subsidiary loan agreement.

D.1 The Recipient, through MOFT, will provide a total of SDR 270 000 (about USD 450 000) from the IFAD grant and enter into a subsidiary loan agreement with the Bank of Maldives or another suitable financial institution for establishing a Revolving Credit Fund (RCF).

D.2 The BML or another suitable financial institution will administer the Revolving Credit Fund. The MOFT will provide BML or another suitable financial institution an initial advance of USD 100 000 for on lending to Project beneficiaries. The BML or another suitable financial institution shall submit withdrawal applications to MOFT through PIU to replenish the Credit Fund Account from time to time, based on expenditures, provided that the amount claimed is not less than 30% of the initial deposit. BML or another suitable financial institution, shall submit report semi-annually to the PIU. The revolving credit fund will be operated for a minimum period of 20 years by the BML or another suitable financial institution, with the Government retaining the right to close the Line of Credit in case of non-performance.

D.3 The RCF will be used to provide on-lending funds to (i) Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) and (ii) individuals planning to invest in mariculture activities.

D.4 MSMEs will be provided loans of up to a maximum ceiling of USD 20 000 per entity for up to five years. Community individuals will be provided loans of up to a maximum of USD 3 000 for up to five years. Interest rate will be mutually agreed

between the MOFT and BML or another suitable financial institution. A minimum of 30% of the individual loans will be provided to women.

D.5 Project resources provided through the SLA will be accounted for and reported separately to the PIU, on a semi-annual basis.

D.6 On-lending agreements. On-lending will be undertaken through an independent credit risk assessment by BML or another suitable financial institution, and on-lending agreements will be signed between BML or another suitable financial institution and the sub-borrowers. Upon maturity, the reflows will be put back into the revolving line of credit to on-lend for similar activities until the loan has to be returned to MOFT. External auditors shall audit annually the on-lending activities.

E. Project implementation manual (PIM).

The PIU shall prepare a PIM to the satisfaction of the Fund within 6 months from the entry into force of this agreement. Any modifications to the PIM shall be agreed upon with the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	DSF Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (Net of Taxes)
I. Equipment & Material	110 000	100%
II. Training & Studies	480 000	100%
III. Technical Assistance	640 000	100%
IV. Credit	270 000	100%
Unallocated	150 000	
	1 650 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment & Material” means Eligible Expenditures for Project equipment and material relevant to laptops, desktop computers and office printers. Recycling Aquaculture System (RAS), Pathology Laboratory equipment and plant filters.

Schedule 3

Special Covenants

For the purposes of this Agreement the Recipient shall ensure that the following provisions are complied with:

Gender. The Recipient shall ensure that the Project benefits are also delivered to poor rural women in the Project Area. The Project AWPB and progress reports shall be disaggregated by gender as appropriate.

Environmental Impact. Environmental clearance will be a key requirement prior to the initiation of any mariculture activity. All Project beneficiaries undertaking mariculture activities will follow the environmental rules and regulations enforced in the country and obtain a Decision Statement on environmental clearance from the EPA.

Logical framework

Results Hierarchy	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/ Risks
A. PROJECT GOAL			
The Project Goal would be to expand livelihood opportunities and reduce vulnerability.	<p>(a) Reduction in the prevalence of child malnutrition reported at 27% in 2012.¹</p> <p>(b) Increase in household assets² by 20% in rural islands targeted from base year levels as reported in the baseline study.</p>	<p>Periodic surveys by Ministry of Planning & National Development</p> <p>Household income Expenditure Surveys, Statistics Division. Department of National Planning.</p> <p>Baseline and Impact surveys in the target islands.</p>	Stable economic environment and no threat from natural disasters.
B. PROJECT OBJECTIVE			
The development objective of the project would be to enhance incomes and employment especially for youth and women from mariculture activities.	<ul style="list-style-type: none"> The quantity of mariculture products produced and marketed by species. The number of jobs generated and gender.³ This is expected to increase by 15%. Increased mariculture products volume Number of enterprises operating in the mariculture sector after three years.² 	<p>MOFA, MED and Ministry of Planning and National Development.</p> <p>Records of participating Island Councils.</p> <p>Baseline and Impact surveys in the target islands.</p>	The main risks are those associated with an emerging and new sector and the main assumption is the interest and capacity of private sector to participate in the sector.
C. COMPONENT OUTCOMES AND OUTPUTS			
COMPONENT 1: Institutional Strengthening			
Outcome 1: Enhanced capacity of the Ministry of Fisheries and Agriculture to regulate and manage the mariculture industry.	<ul style="list-style-type: none"> Volume of brood stock, fingerlings, fish eggs and juveniles imported and cleared by the quarantine facility. No major outbreak of aquatic disease reported. 	<p>Quarantine facility records.</p> <p>EPA records</p>	Interest by the private sector to import brood stock, fish seed, fingerlings and fries.

¹ IFAD Anchor Impact Indicator.

² IFAD Anchor Impact Indicator.

³ IFAD RIMS second level results indicator.

Results Hierarchy	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/ Risks
Outputs:1 <ul style="list-style-type: none"> National Mariculture Development Plan and National Aquatic Animal Health Management Strategy. SOPs and certification manuals Fully equipped quarantine facility with diagnostic laboratory. 4 staff trained. 	<ul style="list-style-type: none"> Mariculture Development Plan and Aquatic Health Strategy documents. Operational manuals identifying certification procedures are available. Quarantine Facility is established and functioning. No of staff trained by gender. 	National Quarantine Facility Records. Quarantine Facility import and certification records. Staff records.	
COMPONENT 2: Mariculture Value Chain Development			
Outcome 2.1 Strengthened capacity of the private sector including small and medium enterprises and individual entrepreneurs to invest and participate in the mariculture value chain.	<ul style="list-style-type: none"> Volume of capital invested and annual profits generated by enterprises of different sizes. The number of enterprises involved in mariculture production and its associated value chains by size. The project is expected to generate direct and indirect employment for 3000 households of which at least 30% would be women. 	Audit reports of private sector. Sale agreements for local produce and records of volume of mariculture products traded. MEDeP progress reports. Participatory workshops. Impact Surveys.	Limited private sector capacity for investment in the mariculture sector due to limited experience, high risk nature of the sector and lack of access to capital.
Outputs: 2.1: <ul style="list-style-type: none"> No of hatchery and nurseries established by the private sector for fish breeding Technical assistance and training for grow-out production provided to private sector companies, micro, small and medium enterprises and island communities. Credit provided to 20 MSMEs and 100 individual entrepreneurs of whom 30% are women. Market Linkages established with input and output markets. 	<ul style="list-style-type: none"> No of hatcheries/nurseries established and production capacity by type. Number of enterprises accessing technical advisory services facilitated by project. No of persons trained in mariculture activities by gender.⁴ No of persons provided credit by gender. No of market linkages established by gender. 	Reports by Technical Specialists of MEDeP. Community Mariculture Advisor Reports. Bank of Maldives Reports. Mariculture Market Specialist Reports. Progress Reports of MEDeP	

⁴ IFAD RIMS first level results indicator.